

Faites-moi lire, SVP!



PB-PP | BC 1757
BELGIË - BELGIQUE

Courcelles 1
N° d'agréation : P 202127

Nouvelles

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet) – Dépôt : 6180 Courcelles
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

 diteur responsable : Robert Tangre
Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy
Tél. : 071 30 39 12
Fax : 071 30 58 30
E-mail : robert.tangre@gmail.com
Banque : BE17 0682 0138 1121

Nouvelles n  260 – octobre 2022

Courcelles : commémoration Allende

Entre blocus et pandémie

Face à la pandémie

Réforme du code des familles

Socialisme, réformes économiques ...

Le meurtre du 18 août (suite)

L'expédition Jules Colyns

L'expédition de Victor Matthys

Histoires de Roger

Episode de la retraite allemande

Femmes brigands

Souvenirs de jeunesse

Libres propos

Le Qatar et le Coupe du monde

Le général français Desportes a os  ...



François D'Agostino   Cuba

COURCELLES : COMMÉMORATION ALLENDE

Chili : le peuple chilien n'a pas mis fin au néolibéralisme



Allocution développée le 11 septembre 2022 à l'occasion de la commémoration annuelle Salvador Allende.

« Je souhaiterais vous rappeler en débutant cette prise de parole le contenu de mon intervention de l'an dernier. Rédigée sous la dictature militaire d'Augusto Pinochet, la Constitution chilienne fit l'objet de critiques dès son entrée en vigueur en raison de ses origines ainsi que de son contenu néo-libéral fortement inégalitaire. La Constitution de 1980 établissait en effet un modèle économique fondé sur la privatisation d'une large part des biens publics, y compris l'éducation, la santé, les retraites et l'accès à l'eau

Devant l'ampleur du mouvement de contestation populaire, les dirigeants de la majorité des partis chiliens ont signé un « Accord pour la paix sociale et une nouvelle Constitution ». Celui-ci prévoyait la rédaction d'un nouveau texte fondamental via la convocation d'une assemblée constituante. Un référendum organisé le 25 octobre 2020, voit près de 79 % des votants approuver la rédaction d'un nouveau texte constitutionnel. dont la rédaction fut confiée à une assemblée constituante intégralement élue comportant 155 membres – 77 femmes et 78 hommes .

Point important : la réforme constitutionnelle votée par le législateur établissait que toute loi proposée à la Convention devait être approuvée par une majorité des deux tiers.

Dans l'espoir de l'emporter, une large coalition de gauche anti-néolibérale était nécessaire. Un es-

poir était permis car les deux plus grands partis de gauche : le Parti communiste et le Frente Amplio (Front large), avaient remporté des victoires historiques en obtenant des mairies et des postes de gouverneur lors des dernières élections

Toutefois, ces deux partis devaient surmonter certaines tendances sectaires et reconnaître que la gauche chilienne est bien plus large que la notion de parti.

Les défis auxquels est confrontée la gauche sont nombreux, mais ses opportunités le sont tout autant. Jamais la gauche n'avait jamais été aussi proche de converger autour d'un programme féministe et anti-capitaliste commun .

En bref, la gauche chilienne avait démontré le pouvoir de la révolte et devait faire face à son plus grand défi : prendre les rênes du pouvoir et transformer la contestation du système économique hérité de Pinochet en un mouvement majoritaire pour une société radicalement différente ?

La Convention devait être ouverte à la participation des citoyens, et offrir un espace pour les propositions et les délibérations des milieux populaires. Même pour les revendications politiques qui dépassent le cadre de la Convention, le moment était venu de faire pression pour mettre fin au terrorisme d'État, en particulier dans les territoires mapuches, et de renforcer les institutions de la classe ouvrière chilienne qui ont joué un rôle crucial dans la lutte contre l'autoritarisme néolibéral.

Les étapes suivantes devaient consister en une transformation structurelle radicale de la société, menée par le peuple et la classe ouvrière. Cela se passa au cours des deux années suivantes avec le développement de la Convention constitutionnelle, qui devait déterminer les futures grandes lignes politiques pour les années et les décennies à venir.

Le nouveau président chilien: Gabriel Boric





Au référendum d'octobre 2020 on constata que les Chiliens voulaient une nouvelle Constitution puisque sur 7,5 millions de votants, 5,9 millions y étaient favorables.

Porté par un mouvement contestataire ancré à gauche et puisant ses origines dans les milieux étudiants — avant son extension déterminante aux questions des inégalités sociales —, Gabriel Boric âgé de 35 ans est choisi comme candidat président avec un score de 4 620 890 voix, soit 55.87 % des électeurs.

Dans son programme, Gabriel Boric propose de revenir sur la privatisation des services publics qui avait caractérisé la dictature de Pinochet. Il prend ainsi position contre le système de retraites et de santé en vigueur, ceux-ci étant depuis cette époque intégralement confiés au secteur privé. Le candidat se prononce aussi pour l'introduction d'impôts progressifs pour les plus riches, et une retraite minimum. En réaction au conflit Mapuche, il prône la levée de l'État d'urgence et l'expulsion des entreprises transnationales présentes dans la région.

Au second tour de la présidentielle, en décembre 2021, il y a eu 8,4 millions de votants dont 4,6 millions ont voté pour Gabriel Boric.

Dans l'accord de novembre 2019, il avait été acté que pour le référendum d'approbation ou non du projet de nouvelle constitution, le vote serait obligatoire. Cela a signifié que le dimanche 4 septembre dernier plus de 4 millions de personnes votaient pour

la première fois de leur vie, quel que soit leur âge, souvent des personnes originaires des classes populaires.

La gauche s'illusionnait en croyant que tous les abstentionnistes voteraient spontanément à gauche. C'était en partie vrai mais ceux qui ne s'étaient pas inscrits d'eux-mêmes sur les listes électorales, ne s'intéressaient peu ou pas à la vie politique, pas plus que syndicale ou associative. L'individualisme, après 17 ans de dictature militaire, après plus de 30 ans d'ultra-libéralisme, avait modifié les comportements. Le 4 septembre dernier, la facture a été payée cash.

62 % des votants ont ainsi rejeté les propositions élaborées pour la réforme de la Constitution. En analysant les résultats, ce rejet peut s'expliquer par plusieurs causes. Signalons en premier lieu la complexité du programme présenté comportant pas moins de 388 articles.

Mais des rejets plus ponctuels sont aussi intervenus : le rejet de la plurinationalité, c'est-à-dire des droits octroyés aux populations autochtones, les Mapuches, représentant quelque 10 à 12 % de la population d'origine

Un autre facteur de rejet s'opposait aux propositions d'octroi de nouveaux droits aux minorités sexuelles mais aussi le droit à l'avortement dénoncé pour le conservatisme de l'église catholique.

Une peur distillée par l'opposition de droite parlait de la volonté d'une socialisation de la société chilienne.

Certains y voyaient la confiscation de leurs biens immobiliers entre autres. La droite a fait campagne sur sa volonté de changer la constitution mais rejetait celle qui était proposée par le nouveau pouvoir populaire. Le résultat du vote constitue un échec pour le gouvernement et le pouvoir du président nouvellement élu est fortement affaibli.

A eux maintenant de tirer les conclusions de cet échec et de réfléchir à présenter un nouveau projet de constitution pour l'avenir.

En conclusion de notre intervention de 2021, nous partagions l'enthousiasme de nos amis chiliens mais soulignons que rien n'était gagné d'avance. Nous avions malheureusement raison. Le pouvoir chilien doit tirer la conclusion que la gauche n'a pas d'hégémonie dans la société chilienne. En attendant le néolibéralisme agressif va perdurer.

Robert Tangre

LE DOSSIER DU MOIS

Cuba : entre blocus et pandémie, quelles perspectives ?

En février 2022, notre historien François D'Agostino eu l'occasion de participer au voyage d'une délégation du Parti de la Gauche Européenne (PGE) à Cuba, pour une durée d'une semaine.

Lors de ce voyage, il a pu découvrir de nombreuses facettes de Cuba, bien loin des clichés véhiculés par de nombreux médias occidentaux, mais également loin des images d'Epinal d'un socialisme tropical uniquement biberonné au romantisme révolutionnaire. Les progressistes européens peuvent-ils tirer des enseignements concrets de l'expérience cubaine ? Quelle solidarité concrète peut être développée ? Comment pouvons-nous aider, ici, à briser un blocus illégal qui dure depuis 60 ans ?

« Si loin de Dieu, si proche des Etats-Unis... »[1]

Sans revenir en détail sur l'épopée de la Révolution cubaine et ses grandes figures, il est impossible de ne pas évoquer le chemin qu'a emprunté l'île pour aboutir à un système socialiste[2], comment elle s'est rapprochée de l'ancien bloc socialiste d'Europe centrale et orientale tout en étant l'un des moteurs du mouvement des non-alignés[3] et quelles furent les difficultés consécutives à la disparition de l'URSS pour le pays ? Impossible également de ne pas évoquer les pressions constantes infligées par les Etats-



Unis, qui vont du blocus à des opérations militaires voire terroristes[4].

C'est entre la fin du dix-neuvième siècle et le début du vingtième que Cuba arrache, non sans mal, son indépendance à l'Espagne, mais se retrouve sous la coupe de la puissance émergente que sont les Etats-Unis. C'est de cette indépendance tronquée que date l'amendement Platt et la présence d'une base états-unienne à Guantanamo.

Essentiellement agricole, l'économie cubaine est largement sous contrôle états-unien pendant la première moitié du vingtième-siècle : production sucrière, banques, transports, etc. sont autant de secteurs soustraits au contrôle des Cubains[5].

Evidemment, une telle situation ne peut que susciter des résistances, et l'émergence de courants anti-impérialistes qui vont irriguer la vie politique, intellectuelle et sociale du pays jusqu'aux années cinquante.

En mars 1952, Fulgencio Batista, déjà derrière un coup d'état militaire en 1934, élu président en 1940, voit son nouveau coup d'état couronné de succès, notamment grâce à l'appui de la CIA. Le 26 juillet 1953, une centaine de rebelles, dirigés par un certain Fidel Castro, attaque la caserne de la Moncada, à Santiago de Cuba. Ils cherchent à s'emparer des armes afin de lancer une insurrection contre la dictature. Si l'opération échoue et coûte la vie à de nombreux insurgés, Fidel Castro et son frère Raúl comptent parmi les survivants et se voient condamnés à de lourdes peines. C'est lors de son procès que Fidel Castro livre sa célèbre plaidoirie qui se termine par ces mots « L'histoire m'acquittera ».

Après une forte pression populaire, les leaders vont être libérés et s'exiler. C'est depuis le Mexique que Fidel et ses camarades, rejoints par un jeune médecin argentin du nom d'Ernesto Guevara, vont préparer et lancer leur lutte de libération. Débarquant en décembre 1956, une poignée de guérilleros va entamer la lutte dans la Sierra Maestra. Fin 1958, l'offensive qui va mettre un terme au régime de Batista est lancée et la révolution triomphe définitivement en janvier 1959.

Rapidement, le gouvernement révolutionnaire va emprunter une voie non-capitaliste : réforme agraire, nationalisation progressive des grandes industries et des services, vastes campagnes d'alphabétisation, développement d'une médecine pour toutes et tous, etc. sont autant de signes que Cuba opte pour un modèle socialiste de société, même si le caractère socialiste de la Révolution n'est proclamé officiellement qu'en avril 1961[6]. La société est profondément transformée, notamment grâce au rôle joué par les organisations de

masses comme la Fédération des Femmes Cubaines, la Centrale des travailleurs de Cuba ou les Comités de Défense de la Révolution.

Dès mars 1959, les États-Unis vont multiplier les manœuvres hostiles à l'encontre du gouvernement révolutionnaire : soutien aux terroristes contre-révolutionnaires, appui à peine masqué à une tentative d'invasion à Playa Giron, tentatives d'assassinats à l'encontre de Fidel Castro constituent quelques-unes des manifestations les plus spectaculaires de cette agressivité.

S'il est moins « spectaculaire », le blocus qui dure depuis février 1962 n'en est pas moins une des attaques les plus lourdes dont l'île est victime. Depuis 1962, les conditions se sont durcies, les États-Unis introduisant rétroactivité et extraterritorialité (Loi Helms Burton, 1996), ou comme sous la présidence de Donald Trump, qui a imposé un durcissement des mesures, dans sa croisade contre les gouvernements de gauche en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les mesures de durcissement du blocus n'ont d'ailleurs pas été levées par le successeur du Républicain, le Démocrate Joseph Biden.

On peut constater que cet acharnement relève de la part de Washington d'une volonté de mater un gouvernement non-aligné et contrevient à toutes les normes du droit international. C'est un des nombreux moyens utilisés pour (re)faire de Cuba un pays semi-colonial[7].

1] Citation attribuée à Porfirio Díaz, président du Mexique de 1876 à 1911, à propos de son pays, mais souvent citée dans le contexte de l'Amérique latine et des Caraïbes.

[2] TACK (F.), La révolution cubaine a 50 ans, in Contradictions , N°125, Bruxelles, 3e trimestre 2009, pp. 59-80

[3] PRASHAD (V.), Une histoire politique du Tiers-Monde, Québec, 2019.

[4] Voir, e.a., LAMRANI (S.), sous la dir.de, Washington contre Cuba : un demi-siècle de terrorisme, Paris, 2005.

[5] Voir, e.a., HERRERA (R.), Cuba face à l'impérialisme-une seule solution : le socialisme, dans COLLECTIF , Petite contribution au livre noir de l'anticommunisme et de la contre-révolution, s.l. , 2007, p. 170 et sv.

[6] Notons que le Parti Communiste de Cuba actuel s'est formé seulement en 1965, par la fusion des différentes organisations révolutionnaires (Mouvement du 26 Juillet, le Parti Socialiste Populaire, c'est-à-dire le PC historique- et le Directoire Révolutionnaire au cours d'un processus de six ans.

[7] <https://mronline.org/2022/06/30/136260/?fbclid=IwAR23PrMuaxqHjyvi-JJG1n91uP-TIAkCZ7vn0MuvxN3KWn-I-E2QvEc0InFM>

Cuba face à la pandémie

C'est en mars 2020, comme dans de nombreux autres pays, que les premiers cas de COVID-19 sont détectés à Cuba. Rapidement, le système de santé cubain s'organise, afin de faire face. Les frontières sont fermées aux voyageurs, portant un coup sévère à l'industrie touristique, l'une des sources de revenus les plus importants du pays. La société va aussi rapidement se mobiliser, des Comités de Défense de la Révolution (CDR) en passant par les organisations de jeunes ou des femmes, afin d'organiser l'aide aux plus faibles (aide aux personnes âgées, etc.). La première vague va être contenue efficacement, mais l'arrivée des variants successifs va mettre à rude épreuve le système de santé cubain. Toutefois, si on le compare à d'autres pays, que ce soit du sud ou du nord, et en considérant le blocus, le nombre de décès relativement bas (moins de 9000 au total en mai 2022) justifient entièrement les évaluations positives faites par les experts internationaux. Mais comment l'expliquer ?

C'est probablement l'une des conséquences les plus visibles de la Révolution de 1959, l'une des conquêtes les plus spectaculaires du peuple cubain qui se manifeste dans cette résistance à la pandémie : sa politique en matière de santé. Une fois le pouvoir conquis, les révolutionnaires cubains vont lancer

une profonde réforme en matière de santé publique, et garantir ainsi l'accès aux soins à l'ensemble de la population. L'accent est mis sur la médecine préventive et la première ligne. De plus, la médecine et le rôle du personnel soignant sont profondément liés à la société, et dans une interaction permanente avec des organes comme les CDR qui s'occupent notamment de l'éducation à la santé ou aident à la mise en œuvre de campagnes de vaccination . Cuba a notamment éradiqué des maladies comme la polio ou le paludisme dès les années 60 et a très tôt développé une grande expertise dans la recherche et la lutte contre de nombreuses épidémies : c'est l'ensemble de ces facteurs qui donne une bonne base pour comprendre la réponse cubaine au covid-19 et la rapidité avec laquelle le pays a réussi à mettre au point plusieurs vaccins.

Dans les années 80, une épidémie de méningite a frappé le pays. Les autorités du pays, sous l'impulsion de Fidel Castro, décident d'investir massivement dans la recherche de vaccins et la coordination du secteur. Un vaccin est développé en 5 ans BioCubaFarma , le groupe qui coordonne le secteur des biotechnologies, de la recherche pharmaceutique et médicale à Cuba est un des principaux organisateurs de la recherche scientifique du pays. Tel est le résultat de cette politique. 35.000 travailleurs sont occupés dans ce secteur. Depuis, la maladie a été





éradiquée à Cuba, et les vaccins cubains sont demandés par d'autres pays de la région frappés par la même maladie.

La disparition du bloc socialiste en Europe a renforcé la nécessité de cette indépendance au niveau de la recherche. L'institut Finlay, l'un des éléments constitutifs du groupe BioCubaFarma a mis au point dans les années 90 un vaccin contre plusieurs maladies permettant d'immuniser, de manière sûre, les enfants en bas âge. Au cours des années 2000, le centre a augmenté ses capacités de recherche et développement ainsi que de commercialisation. Des synergies ont été créées avec l'Unicef, des pays africains,... Les scandales répétés des médicaments issus des grands complexes pharmaceutiques capitalistes en Afrique ont poussé de nombreux pays à se tourner vers Cuba, qui ne fait pas du profit le moteur de son action dans le domaine pharmaceutique. Lors de la présidence de Lula au Brésil, des accords de coopération Sud-Sud ont été passés, afin de contourner les difficultés imposées par le blocus en matière de capacités de production et de commercialisation : Cuba développait le principe actif, le Brésil le rendait opérationnel et cela a permis la distribution de millions de doses de vaccins en Afrique. De la même manière, des partenariats ont été passés avec des pays comme l'Algérie, le Vietnam, l'Iran,... Des coopérations existent avec de nombreuses universités européennes. Ce travail, ces investissements et ces coopérations étalées sur 30 ans ont permis de créer les conditions d'une recherche efficace pour un vaccin contre le Covid 19.

Dès mai 2020, le processus est lancé : tout le secteur est mobilisé : des différents projets, deux sortent rapidement du lot- Soberana, développé par l'Institut Finlay, spécialement destiné aux enfants, et Abdala. Tous deux sont des vaccins protéiques, basés sur des modèles connus depuis 25 ans. En août 2020, l'autorisation de tests sur êtres humains est accordée, et les essais ont continué de septembre à janvier 2021. Hors pandémie, un délai de 5 à 6 ans est généralement nécessaire pour ce type de recherche. L'exploit a été rendu possible grâce à la mobilisation et à la collaboration, plutôt qu'à

la concurrence et la recherche du profit. En juillet 2021, la campagne de vaccination a pu commencer. La campagne est en parallèle pour les enfants et les adultes, afin d'anticiper les contagions. Là encore, on soulignera l'importance de la politique de santé publique vue comme un tout, avec, au cœur, la centralité de la société et du bien commun. Le vaccin n'est pas envisagé comme la solution ultime qui dispense du reste, mais comme une mesure centrale dans un plan plus large (masques, tests, etc.) ; Cuba connaît un très haut taux de vaccination, et n'a pas connu de mouvement anti vaccination ...

Cuba pourrait contribuer encore plus au niveau mondial à la lutte contre pandémie et d'autres probables à venir, mais le blocus et le poids du complexe pharmaceutique capitaliste à l'échelle mondiale est un obstacle. Par exemple, les standards de productions sont calqués sur les standards des centres impérialistes, ce qui bloque des médicaments sûrs mais produits dans des pays comme Cuba sur certains marchés.

<https://www.worldometers.info/coronavirus/#countries>

Voir, e.a. FITZ (D.), *Cuba : du Sida au Covid-19, dans Lava, n°13, Bruxelles, été 2020 ou en ligne* <https://lavamedia.be/fr/cuba-du-sida-au-covid-19/>, consulté le 12/07/2022.

<https://www.monde-diplomatique.fr/2005/06/CHIPPAUX/12513>

Cuba : la réforme du code des familles

En 2019, le pays a adopté une nouvelle constitution, fruit d'un long travail démocratique au sein de toute la société cubaine. De nombreux amendements ont été apportés grâce aux consultations populaires. Par exemple, dans le projet initial, les gouverneurs de province devaient être nommés directement par le président, mais les consultations ont montré que la population préférerait une désignation par les délégués des assemblées municipales. C'est cette solution qui a été retenue dans le texte final. Nous avons eu droit à un long exposé sur le contenu de la constitution, et les nombreuses garanties de contrôle du pouvoir qu'elle contient, sur les droits garantis, sur les procédures de désignation, ... Loin des clichés trop souvent répétés dans les médias occidentaux, la démocratie cubaine est bien une réalité, mais qui a peu à voir avec le formalisme vide qui est trop souvent celui des institutions occidentales (mais nous aurons l'occasion d'y revenir)

Une des réformes majeures découlant de cette nouvelle constitution est celle qu'il fallait apporter au « code de la famille », devenant le « code des familles ». Loin d'être purement cosmétique, le changement de nom reflète la prise en compte de la diversité des familles cubaines aujourd'hui. Dans la mesure où les changements apportés ont une importante dimen-



sion sociale et culturelle, aux implications fortes au niveau intime et public, et alors que rien ne les y obligeait dans la constitution, les autorités ont décidé de faire discuter le projet de réforme par la société.

Le précédent code datait des années 1970, et s'il constituait à l'époque un progrès par rapport à d'autres codes d'Amérique latine et des Caraïbes, il avait été rédigé dans une société très différente, plus jeune et encore marquée par certains conservatismes sociétaux.

Les changements dans la société cubaine font qu'il est nécessaire dans cette nouvelle mouture de « visibiliser » les personnes âgées, les personnes handicapées, de mieux prendre en compte les violences intrafamiliales (y compris les violences économiques ou psychologiques), de tenir compte de la diversité des familles (recomposées, monoparentales, homoparentales, etc.), et d'autres questions.

Le projet est d'une grande modernité mais doit faire face à des réticences importantes, liées à des phénomènes culturels persistants (machisme, influence de l'Eglise catholique dans certains secteurs, campagnes de fausses informations, ...)

Parmi les modifications, on retrouve une redéfinition du mariage (une union de deux personnes, sans plus de précision) une reconnaissance des unions de fait, de nouveaux régimes matrimoniaux, une ouverture plus grande de l'exercice de leurs droits par les personnes handicapées, par la suppression de la notion d'incapacité, une plus large place permises aux décisions des enfants, une volonté de substituer une démocratie familiale à la verticalité patriarcale, une tolérance zéro contre les violences familiales, etc.

L'adoption devrait être ouverte aux couples homoparentaux, aux unions de faits, ...Entre nombreuses autres choses !

Nous nous sommes rendus dans l'une des quinze municipalités de la Havane, Guanabacoa, qui ras-

semble plus de 125.000 habitants, pour y observer le processus de consultation populaire. C'est à la fois une zone industrielle et d'agriculture urbaine. Jusqu'à ce moment 58 réunions avaient été tenues. L'assemblée a lieu dans la rue, en présence de cadres locaux du parti, d'avocats, qui doivent assister la population sur les notions juridiques, etc. La réunion débute par une explication de la procédure, les points traités. Nous avons pu voir des prises de paroles, qui soutenaient le projet, mais s'opposaient parfois sur des points spécifiques, ou demandaient des éclaircissements (comme sur la notion de capacité juridique). Notons que le droit de vote lors de telles consultations est ouvert dès 16 ans.

Si on peut être admiratif devant les dispositifs mis en œuvre et les larges débats dans la société cubaine, et alors que le référendum devrait avoir lieu en septembre, on ne peut omettre que le projet a été victime de campagnes de désinformations depuis les secteurs les plus conservateurs, appuyés de l'étranger, qui n'ont eu de cesse d'alimenter des craintes au moyens de « fake news ».

Socialisme, réformes économiques et nouveaux défis

Lors du 6e congrès du PCC, en 2011 et lors des 7e et 8e congrès, les communistes cubains ont, en vue d'approfondir et de consolider leur modèle de socialisme, décidé de mettre en place une série de réformes permettant de moderniser la structure économique du pays, notamment en octroyant une plus grande place à l'activité économique privée, aux travailleurs indépendants, aux coopératives non-étatiques, et à une certaine décentralisation, mais toujours sous le contrôle des institutions et dans le cadre du socialisme. Le but est de relancer l'activité économique qui ne nécessite pas nécessairement d'être sous le contrôle direct de l'Etat, et de développer les forces productives, dans un pays toujours en développement, pauvre en matières premières et relativement peu industrialisé, mais garantissant à sa population de nombreuses prestations sociales, ce qui, inévitablement, a un coût pour la collectivité. Malgré des réussites flagrantes dans le domaine des biotechnologies, l'appareil productif cubain est vieillissant, principalement à cause du blocus imposé par les Etats-Unis. Lors d'une visite dans une coopérative d'impression à la Havane, détenue par ses travailleurs (qui parlent d'économie privée socialiste !) et mettant son savoir-faire au service des collectivités locales, nous avons été frappés par l'utilisation de machines datant des années 1950. L'ouverture limitée et sous contrôle aux investissements étrangers, complémentaire à l'augmentation de l'activité privée a notamment pour but, en plus de répondre à une certaine demande intérieure, de permettre l'intro-

duction de nouvelles méthodes de production et de nouvelles technologies en vue de moderniser l'appareil productif et à terme de permettre des exportations. En se basant également sur les expériences d'autres pays socialistes comme la Chine ou le Vietnam, c'est dans ce cadre que la Zone de Développement économique de Mariel a été lancée. L'accent est mis sur les secteurs biotechnologiques, la logistique, les hautes technologies et l'agroalimentaire. Les entreprises étrangères sont attirées par une série d'incitants fiscaux, mais doivent se plier au droit du travail cubain, et respecter des normes strictes en matière de protection de l'environnement, rompant ainsi avec des expériences de zones économiques spéciales dans d'autres pays de la région.

Du point de vue syndical, ces réformes entraînent de nouveaux défis : les réformes économiques, et notamment une certaine ouverture au capital étranger - sous le contrôle vigilant de l'Etat cubain -, sont perçues comme une étape nécessaire dans le développement du socialisme cubain. Le but est notamment d'améliorer le tissu industriel, de favoriser les investissements et d'agrandir les surplus destinés à financer les programmes sociaux, mais impliquent aussi de trouver de nouvelles formes d'actions syndicales dans le secteur privé national



et étranger. Des contacts sont d'ailleurs pris avec des syndicats européens pour étudier ces nouvelles conditions.

Le pays est à un tournant, mais la volonté semble claire de préserver toutes les conquêtes de la révolution en matière de santé. Contrairement à ce que certains à gauche pensent, on assiste donc plus à une réorientation stratégique (proche, d'une certaine façon, de la NEP soviétique des années 20) en vue de consolider le socialisme que d'une « restauration capitaliste » qui pousserait Cuba dans une situation similaire à celle d'un pays comme Haïti.

La question de la solidarité internationale face au blocus



Clairement, Cuba est à un moment-clé dans son évolution. Les difficultés économiques sont réelles, et la pandémie n'a rien arrangé. Toutefois, il apparaît clairement que nombre de ces difficultés pourraient être surmontées si le blocus imposé par les États-Unis était levé. On peut se demander quel intérêt a la première puissance mondiale à ainsi accabler une petite nation, si ce n'est celui de dissuader toute voie indépendante du capitalisme dans d'autres pays du Sud. La crise de l'hégémonie états-unienne en Amérique latine et le retour de la gauche dans de nombreux pays de la région vont certainement créer des conditions plus favorables pour Cuba, mais il reste néanmoins fondamental, particulièrement en Europe, de contester les pratiques intolérables des sanctions menées par le puissant voisin de l'île.

L'amplification de la solidarité dans les mouvements progressistes (notamment lors de campagnes de solidarité active pour la récolte de matériel médical ou autre) devraient trouver de nouveaux alliés, notamment dans les petites et moyennes entreprises qui pourraient trouver de nouveaux débouchés certainement plus accessibles que le marché nord-américain. Un mouvement d'ampleur qui dépasse le cadre de la gauche radicale, partout en Europe, pourrait forcer de nombreux gouvernements à condamner plus fermement les États-Unis, et à sanctionner ce pays qui foule au pied le droit international. Ce serait l'aide la plus utile des progressistes européens à cette île qui a déjà tant donné à la cause de l'émancipation des peuples...

François D'Agostino
Historien, animateur culturel à l'ACJJ

LE MEURTRE DU 18 AOÛT (SUITE)

L'expédition Jules Colyns à Charleroi

Le dénommé Jules Colyns habitait Gosselies et fut chargé de prendre le commandement d'une petite équipe composée de cinq ou six rexistes.



Ils se rendirent en premier lieu au Boulevard Audent n° 7 afin d'arrêter le notaire Henri Mangin. Après les mois de juillet et août très sanglants, l'homme avait quitté Charleroi. Seule, sa servante, Mme Francq occupait la maison et refuse d'ouvrir.

La banda renonça à entrer et se dirigea vers le n° 27 du même boulevard chez l'avoué M Robert Clément. Celui-ci, averti de l'assassinat du directeur de l'Université du travail, avait jugé plus prudent de quitter Charleroi avec sa famille. Là aussi, seule, la servante, Mme Thomas occupait la maison. Devant l'insistance des bandits, la dame consentit à ouvrir la porte et laissa ces individus fouiller la maison de fond en comble.

Bredouille, la bande se dirigea ensuite vers le n° 61 du boulevard Pierre Mayence au domicile de M Léopold Evrard, ancien conseiller communal de Montignies-sur-Sambre. Cependant cette personne était décédée depuis 1943. La maison était toutefois occupée par ses deux filles. Elles durent fournir aux rexistes les documents établissant le décès de la personne recherchée.

Enregistrant un total fiasco, le commando retourna au local de la Formation B.

L'expédition de Victor Matthys au château Dewandre

Victor Matthys est le chef ad intérim de Rex. Il remplace Léon Degrelle qui est sur le front russe.

Les actions de représailles étaient déjà en cours lorsqu'il réunit les membres de la Formation B. Il leur demande s'il n'y avait pas à Charleroi un très gros bâtiment qui, livré aux flammes, pourrait jeter l'effroi parmi la population carolorégienne. L'échevin Merlot proposa le château Dewandre situé sur les hauteurs de Mont-sur-Marchienne. Ce gros bâtiment était la propriété de Madame Vanhoegaerden, présidente de la Croix-Rouge de Charleroi.

S'étant mis d'accord, une vingtaine de rexistes montèrent dans des voitures. Il était trois heures et demie du matin. Un camion emportant des tonnes d'essence fermait la marche.

A leur arrivée sur les lieux, effrayés, les concierges s'enfuirent de leur maison et les habitants du château furent réveillés par les cris des assaillants et les coups donnés dans la porte d'entrée. Il leur fut ouvert et les bandits s'instruisirent dans la maison et exigèrent de connaître le nombre de personnes occupant les lieux. Neuf personnes dont quatre enfants furent obligés de sortir et de s'aligner sur la terrasse.

Les rexistes se mirent à fouiller l'entièreté du bâti-





ment pour s'assurer que des hommes ne s'étaient pas cachés. Pendant ce temps, d'autres descendirent les bidons d'essence, les portèrent dans le château et répandirent leur contenu dans plusieurs pièces de l'étage. Ils y mirent le feu. Les incendiaires, toutefois, n'oublièrent pas de s'emparer de nombreux objets de valeur. Pendant ce temps, les prisonniers, devant l'ampleur rapide que prend l'incendie, commencent à craindre pour leur vie. Seul, l'époux de la cuisinière avait pu s'échapper de la maison et se cacher dans des buissons assez touffus.

Les criminels s'apprêtaient à partir lorsqu'ils décidèrent de s'emparer de la propriétaire, la traînèrent et la forcèrent à monter dans le camion. La bande se mit alors en route vers la Formation B. En cours de route, un homme fit arrêter le camion et obligea Madame Vanhoegaerden à descendre du véhicule et l'invita à s'asseoir dans la voiture qui les suivait. Sur la rue, trois coups de feu éclatèrent et la malheureuse, touchée, s'écroula mortellement atteinte. Matthys aurait été l'auteur d'un des tirs.

Les assassins laissèrent leur victime sur la rue et démarrèrent. Ces derniers disparus, les riverains sortirent prudemment de leurs maisons et découvrirent la pauvre victime en peignoir et chaussée de pantoufles. Son corps fut chargé dans une camionnette et transporté vers le château qui brûlait toujours car les pompiers n'avaient pas été avertis

des faits. Un fermier de la rue de Bomérée vint chercher la malheureuse dépouille et la conduisit dans sa maison où il fut procédé à sa toilette funéraire.

Rien ne put être sauvé de l'important bâtiment. Par la suite, les autorités de la Croix Rouge rendirent un vibrant hommage à la malheureuse victime.

Arrestation de Monsieur Marcel Stoquart

L'arrestation de ce monsieur mérite d'être racontée car il s'agit d'un des deux survivants de la tuerie de Courcelles.

M. Stoquart parti de Gilly à vélo pour rentrer chez lui au 183 de la rue de Sart-lez-Moulin à Courcelles, fut arrêté par un individu armé face au n° 50 de l'avenue de Waterloo à Charleroi. Il roulait lentement mais son vélo ne portait pas de plaque d'immatriculation. Il fut introduit dans la maison voisine où se trouvaient réunis des sympathisants rexistes. On vérifia son identité. Malheureusement, il manquait un volet à cette carte d'identité et de plus, il n'avait pas de carte de travail.

Les rexistes téléphonèrent pour vérification à la maison communale de Courcelles où personne ne répondit. Ils lui passèrent les menottes et l'emprisonnèrent dans une pièce de l'étage.



M. Marcel Stoquart, volontaire de guerre

Etant au courant de la mort du bourgmestre fasciste Englebin, Stoquart éprouva de la crainte et tenta de s'évader. En ouvrant une fenêtre, il put se faufiler le long de la façade du n° 50 vers la maison voisine. Il cassa un carreau et se retrouva en plein milieu de la chambre des occupants qui voulurent l'arrêter.

Il réussit à leur échapper et dévala les escaliers et par le couloir du rez-de-chaussée se dirigea vers l'arrière de la maison. Au fond du jardin, il escalada 4 ou 5 clôtures et se cacha un WC de la rue Zénobe Gramme. Entendant qu'il était pourchassé par les jardins vu les traces de sang qu'il avait laissées sur les clôtures, il dut de nouveau escalader d'autres murets avec grand difficulté car il s'était foulé une cheville. C'est ainsi qu'il arriva dans la cour du n° 59 où il tomba sur des personnes qui le recherchaient et fut donc capturé.

Il fut enfourné dans une voiture et amené dans les locaux de la fameuse Formation B. Il se retrouva dans une salle en compagnie d'autres personnes déjà arrêtées antérieurement. Il fut interrogé et remis en liberté à force de coups de pied.

Ces résumés ont été écrits par Robert Tangre

HISTOIRES DE ROGER

Episode de la retraite allemande en septembre 1944.

Une lettre émanant des services de renseignements du Corps 22 des Partisans armés adressée à leur commandant a été retrouvée dans d'anciennes archives de la Maison du Peuple de Dampremy. Elle concerne des renseignements sur les mouvements de troupes allemandes en retraite dans le Nord de la France et en Hainaut en fin septembre 1944.

Dans la forêt de Mormal se trouvaient des baraquements. Cette forêt de 9165 ha 33 est un vestige de l'antique forêt charbonnière qui couvrait le pays de Nerviens. Pendant la guerre de 1914, les Allemands déjà la saccagèrent littéralement. Au centre de la forêt se situe le village de Locquignol qui doit son nom à un pied-à-terre de chasse que les comtes de Hainaut y possédaient.

A l'intérieur de cette forêt, dans les ravins dont certains ont une profondeur de 30 m se trouvaient de gros dépôts de munitions reliés par le chemin de fer de Decauville venant d'une gare privée de Locquignol et passant sur une passerelle de 300 m. Cette forêt à claire voie était réservée à la construction de mâts de navire. La garde de cette forêt était exclusivement réservée à des bûcherons professionnels venant de Silésie en assez grand nombre. Les bûcherons étaient-ils des prisonniers polonais ou des travailleurs allemands ? Nos amis historiens français pourraient peut-être nous éclairer à ce sujet. L'exploitation de la forêt et les divers dépôts de munitions nécessitaient une forte concentration de troupes allemandes.

Après le débarquement de Normandie et l'inéluctable avancée des alliés survint la libération du pays. On était en septembre 1944 et de nombreux soldats allemands se trouvaient encore encerclés dans la forêt de Mormal. Ils se sentaient perdus et à part quelques fanatiques qui voulaient encore en découdre, la plupart ne songeaient plus qu'à quitter au plus vite cette région et à regagner le plus rapidement possible leur Vaterland natal. Mais par où se diriger ? La forêt est grande. Quel chemin suivre ? Qu'à celle ne tienne, tout avait été prévu au cas où. Des estafettes féminines formées à cet effet étaient chargées de conduire les soldats en lieu sûr. Ici, une autre question se posait : « Qui étaient ces femmes ? Des auxiliaires de l'armée allemande ou des Françaises connaissant le pays et compromises dans la collaboration ? »



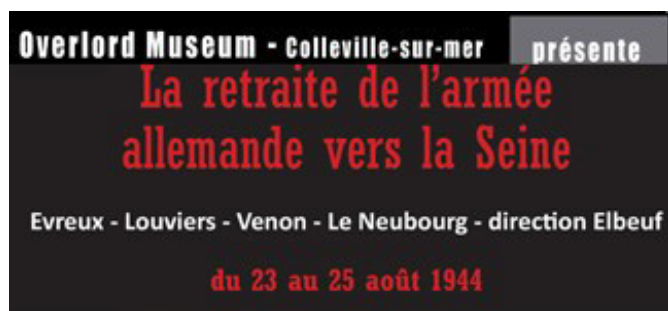
Le document ne donne aucune indication. Leur plan était simple. Comme il n'était pas question de demander son chemin aux habitants, chaque soldat était avisé de suivre les lignes à haute tension. Les estafettes féminines leur remettaient un croquis à cet effet. Trois grandes directions avaient été prévues. Elles avaient l'itinéraire suivant : partant de Mormal, il fallait rejoindre la Belgique vers Cambrai, Douai, Arloux, Ferin, Furny et Wasy le Verger puis se diriger vers Le Quesnoy, Raimés, Noir Bouteille, et Eugies. En Belgique, les Allemands se dirigeaient vers Bracquengnies, La Louvière, Saint-Ghislain, Bray, Binche puis vers la centrale électrique de Quesnoy à Trivières pour trouver la ligne à haute tension qui, à travers l'Allemagne, menait à Breslau (actuellement Wroclaw en Pologne), pays d'origine des bûcherons polonais ou allemands.

Mais quel était l'état d'esprit de ces Allemands à ce moment ? Ce n'était plus mai 1940 époque où la guerre s'annonçait fraîche et joyeuse. Dans la défaite, ils avaient perdu leur agressivité et ne songeaient plus qu'à revoir leurs familles, femmes et enfants. Pourtant, ils faisaient encore peur et l'esprit de revanche de la population était omniprésent. Ils étaient traqués par les partisans et des fugitifs étaient signalés en plusieurs endroits. Des escarmouches éclatèrent à Fontaine-l'Évêque, Courcelles et ailleurs. Quant à nous, encore jeunes à l'époque, nous avons été surpris par des Allemands qui se ca-

chaient sur le terri des Hiercheuses à Marcinelle où nous nous promenions. Nous n'avons trouvé notre salut que dans la fuite. Mais devait-on encore les craindre ?

Un jour, à Renlies alors que je traversais le bois de Cucquegnies afin d'échapper aux contrôleurs du ravitaillement car le transportais quelques livres de beurre, j'ignorais que ce bois était truffé d'Allemands. Ils ne m'avaient pas vu ou fait semblant de ne pas me voir. Ils étaient aussi très nombreux dans le bois de Rance. Beaucoup furent pris et faits prisonniers. On les retrouvera par la suite obligés de travailler dans les charbonnages de Charleroi.

Plus tard, après leur libération, certains restèrent chez nous et « firent souche ». Au début des années 70, une jeune Allemande, Dora de son prénom, vint travailler aux ACEC comme dactylo. De nature, un peu mystique, elle se convertit à la religion des Témoins de Jéhovah et disait vouloir expier les crimes commis par son peuple. Si j'apprenais, dit-elle un jour, que mon père que j'adore, a tué des hommes, je me suiciderais. On dut user de beaucoup de persuasion afin qu'elle comprenne qu'elle n'était pas responsable de tout cela. Elle n'était pas de ce monde quand les nazis avaient pris le pouvoir. Son père, employé comme prisonnier de guerre dans une mine de chez nous, était resté à Marcinelle après sa libération. Il épousa une Belge.



Collection La Poche de Falaise - Chambois

par Didier Lodieu

Notes historiques

Le chemin de fer de Decouvville qui traversait la forêt de Mormal était à voies étroites (0.4 à 0.6 m d'écartement) des rails où circulaient des waggonnets tractés par des locomotives à vapeur ou à essence. C'est probablement ce type de chemin de fer que les Allemands, en 14-18, utilisaient lors de l'installation de leur scierie à Rance. Une carte-vue de cette scierie montre d'ailleurs des voies étroites .

Locquignol se trouve isolé au milieu de la forêt de Mormal à 30 km au nord-ouest d'Avesnes-sur-Helpe et à 15 km d'Aulnoye-Aymeries. C'est le territoire le plus étendu de l'arrondissement car il comprend la forêt de Mormal toute entière qui abritait autrefois le château des Comtes de Hainaut détruit au 19^{-ème} siècle .

En 1914-1918, les Allemands ont volé les cloches de l'église. Plusieurs années après le conflit, c'est un rail suspendu dans le clocher que l'on frappait du marteau pour appeler les fidèles à la messe. C'est ce que me racontait mon père qui, chaque fois que j'allais dans cette région me demandait si le rail existait toujours.

A propos de la retraite allemande de 1944 toujours, il faut signaler que d'autres forêts de France telle celle de Compiègne, abritaient encore d'importantes troupes du Reich. Les soldats tentaient de s'échapper et en bout de chemin venaient échouer en Belgique. Bon nombre d'entre eux se faisaient arrêter par les Partisans armés du Borinage qui, selon une note malheureusement non datée et retrouvée à Dampremy, firent 30 mille prisonniers.

La Belgique n'était pas un pays d'où on pouvait s'échapper facilement. La résistance y était bien organisée. Les résistants avaient pourtant beaucoup à faire. En plus du ravitaillement dont ils devaient s'occuper, il y avait la cinquième colonne, c'est-à-dire les collaborateurs au service de l'ennemi qui par tous les moyens sabotaient l'économie. Il fallait donc les mettre hors d'état de nuire.

Au sein de la résistance , il y avait aussi des brebis galeuses : résistants de la dernière heure qu'il fallait détecter. Dans une lettre à la Croix-Rouge datée du 4/10/1944, on accusait les Partisans armés de Charleroi de voler les biens des soldats allemands blessés et soignés par les ambulancières et secouristes de l'Hôpital Auxiliaire de Chimay, conformément au droit international. Celles-ci refusèrent d'assurer la garde de nuit tant que de soi-disant partisans pouvaient s'introduire sous la menace dans les chambres des patients . Le Commandant Alex du Corps 024 de Charleroi répondit qu'aucun de ses hommes ne se trouvait à Chimay en ce temps et que l'on avait affaire à de faux résistants.

Des individus de ce genre ont tenté aussi de s'introduire dans les sections du Parti communiste et d'autres partis de gauche. Grâce à Yvonne Ledoux, ancienne Partisane armée qui connaissait leur passé de traîtres, ils furent toujours dépistés. Ces gens faisaient partie de cette fameuse colonne qui sévisait sur les arrières des troupes alliées.

Après la guerre 40-45, l'Europe de demain qui se veut humaine ne peut être que celle des peuples



Yvonne Ledoux n'a jamais rangé les armes pour la sauvegarde de la démocratie

français, belges, allemands et autres qui désormais veulent vivre pacifiquement dans l'amitié et le respect mutuel de chaque culture.

Cela viendra mais il reste encore beaucoup à faire.

Roger Nicolas.

Souvenirs de jeunesse

Fin des années 30, il y avait à la rue Belle-Vue à Marcinelle, une petite entreprise de sciage et de découpage de bois de chauffage. Jules Detrait et son épouse Alice en étaient les exploitants. Derrière leur maison, sur ce qui fut le carreau de l'ancienne fosse du n° 5, s'alignaient une série de 5 ou 6 annexes toutes remplies de troncs d'arbres de tous calibres prêts à être débités. La dernière annexe servait d'écurie à un magnifique cheval noir.

Comme tous les entrepôts communiquaient entre eux par des portes constamment ouvertes et qu'il y avait un poêle dans chacune de celles-ci, il y régnait une chaleur torride.

Les affaires marchaient rondement. Jules livrait un peu partout dans la région et il fut bientôt question de s'adjoindre un aidant. C'est Victor Fauville qui fut averti de l'offre d'emploi. Il accepta d'emblée. Cet ancien mineur de fond n'avait plus de domicile

fixe après s'être séparé de sa femme Sylvaine. Il résidait tantôt chez sa sœur, tantôt chez un frère. Chez Jules, il trouva le gîte, le couvert et un travail agréable qui lui procurait une bonne paie. Avec sa petite pension, elle lui permettait de couler des jours heureux, loin de tout souci. Hélas, la guerre survint. Victor la passa avec ses déboires et malheurs comme tout le monde.

A la rue des Francs habitait Auguste Renaud, ingénieur attaché à la direction des ACEC. Il avait hérité d'une belle maison sise à l'entrée de la rue des Haies Germaine, au Gadin de Mont-sur-Marchienne. La maison était meublée mais vide d'habitants. Auguste se soucia de trouver quelqu'un qui serait en même temps le gardien. Par ces temps, pas si sûrs, il craignait les déprédations.

Ce fut sa gouvernante qui dénicha l'oiseau rare et c'est ainsi que Victor fit son baluchon et vint s'installer dans son nouveau domicile. On était en 1943 et, là aussi, il coula des jours heureux.

Il tirait de magnifiques légumes du jardin dont la terre depuis longtemps travaillée et fumée se distinguait par sa fertilité. Le potager se prolongeait par un verger bien entretenu qui lui donnait de superbes pommes Reinette ou Belle de Boskoop et toutes aussi délicieuses des poires Bon Chrétien Williams.

Les jours défilaient dans la quiétude et on arriva à



MONT-SUR-MARCHIENNE. — Le Gadin.



1940, ce bâtiment abrite la Kreiskommandantur de Charleroi

la nouvelle campagne d'été 1944. Hélas, tous ces savoureux fruits allaient devenir la source de nombreux tracasseries pour Victor. C'est que, dans le quartier, sévissait l'échevin de l'instruction du Grand Charleroi, le sinistre Grevesse*.

Un beau jour, ce rexiste notoire vint accompagné de ses sbires, s'exercer au tir au pistolet dans le verger de Victor. Non content de faire des cartons, ces Gardes wallonnes et collaborateurs en tous genres s'approprièrent les succulents fruits mais aussi les légumes de Victor dont la colère montait d'un cran chaque jour. On lui riait au nez malgré ses protestations. Aussi, il se décida pour une solution énergique.

Victor qui était d'un naturel un peu naïf, prit un beau matin le tram et s'en alla contrer ses mésaventures à la Kreiskommandantur. Les Allemands qui avaient d'autres chats à fouetter qu'une banale affaire de pommes promirent néanmoins de châtier les coupables. Par la suite, comme rien ne se manifestait du côté de « fridolins » et que les rexistes continuaient leurs plaisanteries douteuses, Victor prit à nouveau une grave décision. Il s'allait se rendre justice lui-même.

Une nuit, après avoir bien inspecté les alentours, il se

faufila discrètement dans la demeure de Grevesse afin de récupérer son bien. Comme les pommes et les poires étaient depuis longtemps digérées, il s'appropriera de l'équivalent soit des livres et des vêtements dont il bourra deux grandes caisses. Il revint chez lui chargé et glissa le tout sous son lit. Ni vu, ni connu.

Parmi la famille, Victor avait un neveu de Marcinelle qu'il affectionnait beaucoup. Oncle et neveu se voyaient souvent. Gustave fut donc mis au courant des caisses et son oncle lui remit les livres ainsi qu'un beau costume.

Les textiles étaient rationnés. On portait le plus souvent des pantalons rapiécés. Une semaine plus tard, le neveu vint se faire admirer dans ses nouveaux atours chez son oncle. En le voyant arriver, celui-ci entra dans une violente colère et dit : « Imbécile à n'vé nin ainsi droci, si Grevesse t'a vu dans ses loques, èm compte est bon** ». Il ne resta plus à Gustave, tout pantois, qu'à se déshabiller. Il ne connaissait pas l'origine du costume.

Quant aux livres, ils étaient de bonne facture. Jugez plutôt : une anthologie illustrée des poètes et prosateurs de France et de Belgique, les Lettres de Madame de Sévigné, des œuvres de Corneille, de Racine de Fénelon et autres hommes de lettres illustres. C'est que malgré son âme damnée et ses



Le mineur silicosé (photo de Willy Ronis)

sombres desseins, le Grevesse n'était pas bête, il avait de l'érudition.

Maintenant, ces beaux et bons bouquins se trouvent chez les petits neveux de Victor.

La guerre tirait à sa fin. Victor était à ce moment gardien d'un pied-à-terre de l'ambassadeur d'Espagne. Un jour, tard le soir, les rexistes de la redoutable bande à Merlot firent irruption dans l'appartement. Victor était plongé dans la lecture d'un atlas. Les rexistes l'interrogèrent puis réalisant l'endroit où ils étaient, se retirèrent sur la pointe de pieds. Plus tard, après la libération, lorsqu'il apprit les méfaits de la bande, Victor racontait à tout qui voulait l'entendre qu'il eut la vie sauve grâce à l'atlas d'un ambassadeur. Après tout, n'avait-il pas tort ?

Après la libération, Victor Fauville alla habiter au n° 16 toujours de la même rue des Haies Germaine. Il s'adonna à la pêche et se rendait souvent à cet effet sur les bords de l'Eau d'Heure, près des ateliers Marbragglo. Un jour qu'il revenait bredouille, il fut surpris par un orage et il se mit à l'abri dans une des anfractuosités du rocher dit Lombot.

Il tombait des cordes et, regardant de ci de là, son attention fut attirée par une grande boîte en carton gisant dans un recoin d'une roche. La boîte, après son ouverture, révéla son contenu, les fameuses rations des GI américains.

La famille de Victor se régala car il donnait toujours ce qu'il avait. Malheureusement, il avait été vu et il

eut bientôt des ennuis avec la police militaire qui le soupçonnait d'avoir pillé les convois américains. Ses ennuis ne durèrent pas longtemps car les véritables pilliers furent surpris et condamnés. Victor fut dès lors lavé de tout soupçon. On passa sur le recel de quelques rations car on était encore en période de disette.

Cette fâcheuse histoire oubliée, Victor continuait son petit train de vie toujours occupé dans son jardin mais ses forces déclinaient. Il était atteint de cette terrible maladie des mineurs, la silicose qui, maintenant, entamait ses ravages profonds.

Son frère vint loger chez lui afin de mieux le soigner. Malgré des soins attentifs, il dut bientôt se mettre au lit pour ne plus le quitter. Sentant sa dernière heure venir, il confia son terrible secret à son frère.

Avant la guerre de 1914, un incendie ravagea une grange jouxtant la rue Bordet. On ne connut jamais les causes du sinistre. Or Victor, étant jeune enfant, assista à un pénible spectacle. Des gamins plus âgés que lui s'étaient amusés à lier un journal enflammé à la queue d'un chat qui s'enfuit, épouvanté, dans la grange. La suite fut un désastre et aucun des gamins n'en parla.

Victor horrifié garda le secret jusqu'à sa mort. Cela devait le suivre longtemps car il adorait les chats. Son Minouche partageait sa couche très souvent. A la mort de Victor qui survint la veille de Noël 1948, le chat disparut. Quelques semaines après l'enterrement, son frère alla fleurir sa tombe et fut stupéfait de trouver le chat mort sur la dalle de béton recouvrant son maître. Ce fait fut attesté par une Française qui était venue rendre un dernier hommage à son ami.

• *Grevesse était un échevin rexiste du Grand Charleroi*

• « *Imbécile, et ne viens pas ici habillé ainsi, si Grevesse t'a vu dans ses vêtements, mon compte est bon* ».

Roger Nicolas.

LIBRES PROPOS

Le Qatar et le Coupe du monde

«Moi, l'amoureux de foot, à contre coeur, j'ai pris ma décision, comme d'autres personnalités comme Philipp Lahm, Vincent Lindon et j'en passe, je ne regarderai pas un seul match de cette coupe du monde. Ça me coûte parce que depuis que je suis gosse c'est un événement que j'adore, que j'attends et que je regarde avec passion!



Mais soyons honnêtes avec nous-mêmes! Cette coupe du monde-là n'a aucun sens! Pire c'est une aberration! Déjà parce que le Qatar n'est pas un pays de foot! Aucune ferveur, aucune saveur. C'est aussi une aberration écologique, avec tous ces stades climatisés... Quelle folie, quelle stupidité!

Mais surtout, surtout, une horreur humaine... Combien de milliers de morts, pour construire ces stades, pour au final quoi, amuser la galerie durant deux mois... et tout le monde s'en fout...

C'est la caricature même de ce que l'homme est capable de porter en lui comme saloperie extrême! Le seul sens de cet évènement, on le sait tous, c'est le pognon. Il est plus fort que tout... business is business... le reste...

J'ai pris ma décision! Je ne regarderai pas! Je sais bien qu'ils s'en foutent et que ma petite personne ne changera pas la face du monde. Mais moi personnellement, je n'ai juste pas envie de participer à cette grande mascarade. Et faire gagner de l'argent à ceux qui ferment les yeux et se cachent derrière leur petit doigt en disant cc n'est pas de notre ressort. On ne peut rien faire... Etats, fédérations, diffuseurs, annonceurs, il suffit juste de prendre une décision simple : « Dire nous on ne joue pas, dire nous on ne diffuse pas, nous on ne fait pas de pu... C'est tout à fait faisable. Parfois dans la vie, il faut prendre des décisions, même si ça nous coûte.

Mais tous ces gens-là ne l'ont pas prise... encore une fois, le pognon est plus fort que tout.

Donc moi je ne participerai pas à ça! Que la France gagne, perde, rien à f...! Dans la vie, il y a des choses bien plus importantes que le foot! A la place, je me

referai tous les épisodes de Colombo, ça fait longtemps que je ne les ai pas vus.

En espérant que ce mot fasse réfléchir tous mes amis « fouteux » comme moi. Moins de téléspectateurs, moins de pognon qui rentre dans leurs poches, aussi bête que ça...

« Le Qatar, ce n'est pas le pays du football. Je ne suis pas contre l'idée d'organiser une Coupe du monde dans un pays où il est possible de développer et de promouvoir le football, comme en Afrique du Sud ou aux États-Unis dans les années 1990. »

« Ce n'est qu'une question d'argent et la façon dont ils ont traité les gens qui ont construit les stades est horrible car des milliers de personnes sont mortes. Et pourtant, nous allons fêter cette Coupe du monde. Pour être honnête, je ne me soucie pas vraiment de la prochaine Coupe du monde, qui n'en est pas une, selon moi »

Eric Cantona

Consternation : le général français Desportes a osé dire la vérité sur l'Otan

C'était un peu la consternation voire l'agacement sur le plateau de « C à vous » à l'audition du général Vincent Desportes, ancien directeur de l'École supérieure de guerre et prof à Science Po, lequel ne donnait pas dans la propagande pro-Otan, tellement en vogue dans le service public. Contredit par Patrick

Cohen, interrompu désagréablement par Anne-Élizabeth Lemoine, il a toutefois poursuivi son propos et rappelé quelques vérités essentielles, que Macron et l'UE aimeraient tant classer désinformation...

« L'Otan est une administration dont le but est de perdurer », les gens y font carrière... donc ils s'inventent des ennemis comme en Afghanistan... « Peut-être que si l'Otan avait été dissoute, comme cela avait été promis aux autorités soviétiques, au moment de la chute du mur de Berlin, alors nous n'en serions pas là. » Ce que Roland Dumas, ancien ministre, vient de confirmer en détails, dans deux récentes interviews majeures au site « Les crises » et sur Sud Radio.

« L'Otan est une menace car elle confie la sécurité des Européens aux États-Unis, qui a des intérêts divergents de ceux des Européens. »

Le général Desportes impute la baisse des budgets de défense des pays européens à l'illusion d'une protection des États-Unis, qui « ont laissé tomber Tchong Kaï-chek en 49, les Vietnamiens en 75, les Irakiens, les Afghans... Confier sa défense ultime à quelqu'un dont la parole est historiquement non fiable paraît absolument dangereux », l'Amérique s'intéresse d'abord à l'Asie, l'Europe n'est pas son premier souci, nos intérêts divergent de plus en plus. « Tant que nous croirons que les États-Unis viendront nous défendre, nous ne serons pas défendus », « le soldat Ryan ne reviendra pas mourir sur nos plages et Joe Biden l'a dit : « Je n'enverrai pas un soldat mourir pour l'UE ».

Préalablement, le général Desportes avait fait une autre

mise en garde sur RTL: « Nous sommes rentrés dans une crise extrêmement grave. », ce qui « signifie que la guerre vient à l'instant de changer de nature. Nous étions dans une guerre de type conventionnel, nous sommes maintenant sous le risque d'une guerre thermonucléaire ».

L'évolution de la guerre en Ukraine n'est pas sans rappeler la crise des missiles à Cuba en 1962... « À ce moment-là, nous avions des responsables rationnels, Khrouchtchev et Kennedy. Nous ne sommes plus dans la même situation : il est à craindre que monsieur Poutine ait une rationalité qui nous échappe. Et aujourd'hui, contrairement à Khrouchtchev, il n'est pas contrôlé par le parti communiste capable de modérer ses décisions. »

Selon lui, « la réponse des pays occidentaux sera cruciale ». « Nous ne sommes plus dans un dialogue conventionnel, mais un dialogue nucléaire qui peut se terminer par la destruction du monde. »

Pour l'heure, se riant de telles menaces, Macron joue à l'escalade, envoyant ses ministres conduire une très périlleuse diplomatie spectacle, au service d'une campagne présidentielle qu'il n'aurait pas le temps de mener... Pour se faire réélire, il use encore de la peur, son arme de prédilection, afin de se poser en protecteur, alors qu'il n'est qu'un très dangereux psychopathe belliciste.

Le général Desportes a conclu son interview sur France 5 par « Il est temps de retrouver notre souveraineté », notre entière souveraineté, en nous délivrant au plus vite du dictateur de l'Élysée.

Daphné Rigobert





Exode

Exposition

De Louis-Philippe Della Valentina

Concert

Olhena Mahinia

Pianiste-concertiste

Vernissage+concert

Le 25 novembre 2022 à 18h30

Une organisation de
l'a.s.b.l Progrès et Culture
en collaboration avec La Posterie
et le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles



La Posterie
Rue Philippe Monnoyer, 46
6180 Courcelles

Gratuit

Du 25/11 au 9/12/22

Weekend: 14h00 - 18h00

Semaine: 16h00 - 18h00

Editeur responsable Robert Tangre 071/303912